

Eugène Berg

Ambassadeur de France et a notamment publié *Chronologie Internationale 1945-1980* (PUF) ; *Non alignement et Nouvel Ordre Mondial* (PUF) ; *La politique internationale depuis 1955* (Économica – couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques) ; *Un ambassadeur dans la Pacifique* (Hermann) ; *La Russie pour les Nuls* (First) ; *À la recherche de l'Ordre mondial* (Apopsix) ; *De l'ordre européen à l'ordre mondial* (Number 7).



L'IMPACT DU CONFLIT SOVIÉTO- AMÉRICAIN SUR L'ORDRE RÉGIONAL AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT : UNE RÉTROSPECTIVE HISTORIQUE

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'ordre international est en perpétuel mouvement. Dans le contexte d'instabilité imposé par la Guerre Froide, le Moyen-Orient, région stratégique de par sa position géographique et ses nombreux gisements de pétrole, est très tôt devenu un enjeu de première importance pour les États-Unis et la Russie. Cet article tente, à travers différentes questions, de mesurer quel a été l'impact du conflit entre les deux superpuissances sur le façonnage de cette région.

Since the end of the Second World War, the international order has been in perpetual motion. In the context of instability imposed by the Cold War, the Middle East, a strategic region due to its geographical position and its numerous oil deposits, became very quickly an issue of primary importance for the United States and the USSR. This article tries, through different questions, to measure what was the impact of the conflict between the two superpowers on the shaping of this region.

L'ACTUEL TOURNANT DANS L'ORDRE MONDIAL auquel nous assistons, nous permet de jeter, ne serait-ce que partiellement, un nouveau regard sur le rôle qu'a joué l'antagonisme croissant soviéto-américain, dans le façonnage de la région du Proche et du Moyen-Orient après 1945. Sans prétendre à une analyse complète, globale, et équilibrée de cette problématique, mon intervention n'a pour but que de jeter quelques signaux sur des événements clés qui ont marqué cette région

stratégique au cours des derniers trois quarts de siècle. Une histoire, à reculons, partant des événements actuels pour remonter à leurs sources et en tirer quelques enseignements grâce à l'examen d'une série de questions paraissant emblématiques.

Le Pacte de Quincy de février 1945

Au retour de Yalta et ce, à l'insu de Churchill, Franklin Roosevelt propose au souverain saoudien Ibn Saoud de le rencontrer, ainsi que l'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié I^{er}, le roi Farouk d'Égypte, et le président syrien Choucri-el-Guwatkli. Cette rencontre historique eut lieu le 14 février 1945 sur le croiseur USS *Quincy* (CA-71) mouillant dans le lac Amer, en plein canal de Suez, protégé de toute attaque par un sous-marin. On a sur-interprété par la suite l'entretien qu'eurent Roosevelt et Ibn Saoud auquel fut attribué d'avoir abouti au fameux pacte du Quincy, toujours valable à ce jour. En fait, les deux hommes ont surtout parlé de la colonisation juive en Palestine, Roosevelt tentant d'obtenir l'appui du roi pour la création d'un foyer national juif en Palestine, ce à quoi le gardien des Lieux saints de l'islam s'est catégoriquement refusé. La discussion porta également sur la Syrie et le Liban, concernant le départ des Français, que souhaitait Washington et sur l'indépendance de ces deux pays.

La question du pétrole n'a été abordée qu'en des termes généraux, c'est du moins ce qu'en a retenu le conseiller du roi. « Ces richesses nous sont nécessaires. Nous voulons traiter avec vous en commerçants et ne voulons rien en imposer », aurait expliqué en substance le président américain. Le roi saoudien aurait répondu : « Le pétrole constitue une fortune que Dieu nous a donnée. Il est utile de l'exploiter et d'en tirer de communs profits. Il nous paraît bon que nos amis en aient tout le bénéfice possible »¹. Selon d'autres témoignages, aurait été abordé le sujet de l'avenir de la dynastie saoudienne et du pétrole arabe et un pacte aurait été signé, garantissant en contrepartie à la monarchie saoudienne (puisque désormais la stabilité de celle-ci faisait partie des « intérêts vitaux » des États-Unis), la protection inconditionnelle de la famille Saoud et celle du Royaume contre toute menace extérieure éventuelle. Plus encore, par extension, la stabilité de la péninsule arabique et le *leadership* régional de l'Arabie saoudite² font aussi partie des « intérêts vitaux »

1. Philippe Pétriat, *Aux pays de l'or noir, Une histoire arabe du pétrole*, Paris, Gallimard, Folio, 2021, p. 83.

2. Avec ses 2 253 000 km² l'Arabie Saoudite représentait les 3/4 de la péninsule arabique, et détenait le quart des réserves mondiales d'or noir. Vt. Guillaume Fourmont-Dainville, *Géopolitique. La guerre intérieure*, Paris, Ellipses, 2005, 172 p.

des États-Unis. En échange de cette protection, le Royaume s'engageait à garantir l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain. La société Aramco (Arabian American company) bénéficie d'un monopole d'exploitation de tous les gisements pétroliers du royaume pour une durée d'au moins soixante ans.

Dans leur compétition pour s'assurer les meilleures sources de l'or noir, les Américains ont tiré la bonne carte : la progression de la production de l'Aramco est spectaculaire : 41 puits productifs en 1945, 311 en 1951³. Le contenu des discussions à bord du *Quincy* a été partiellement publié dès 1948, puis intégralement en 1954 et 1969, sans que la question du pétrole (sujet encore trop sensible) y fût abordée. De fait, le souverain saoudien a bien signé un accord, mais avec la Standard Oil of California (Socal) dès 1933 pour une concession de 60 ans dans l'est de l'Arabie saoudite, concession partagée avec la Texas Oil Company (Texaco) à partir de 1936, puis l'accord est étendu en superficie en 1938, intégrant en 1948 la Standard Oil of New Jersey (Esso) et la Standard Oil of New York (Socony) au sein de l'Arabian American Oil Company (Aramco). Le pétrole d'Arabie saoudite est destiné à l'approvisionnement des forces armées, notamment l'US Navy, pas au marché américain qui est alors encore largement couvert par les gisements exploités aux États-Unis. Comme l'a écrit le correspondant du *New York Times* au Caire « les immenses réserves pétrolières de l'Arabie saoudite rendent ce pays plus important pour la diplomatie américaine que n'importe quel autre petit pays⁴.

La doctrine Truman 12 mars 1947 a été déclarée pour venir en aide à la Grèce et à la Turquie

Aujourd'hui, nous voyons qu'une assez large partie de la population russophile subsiste en Grèce et que la Turquie se tient à une équidistance savamment calculée entre Washington et Moscou.

Truman octroie dans un premier temps une aide de 400 millions de dollars d'assistance à la Grèce et à la Turquie (4,32 milliards de dollars en valeur actuelle), un millième de ce que les États-Unis ont dépensé lors du dernier conflit (341 milliards de dollars). Mais il va encore plus loin : après ce geste, il conviendra d'élargir ce secours à d'autres pays pour les empêcher de subir le sort qu'ont subi la Bulgarie, la Pologne et la Roumanie. La « doctrine Truman » est désormais formulée. La sécurité des États-Unis sera désormais mise en jeu « partout où une

3. Pierre Juhel, *Histoire du pétrole*, Louvain-La-Neuve, De Boek, 2011 p. 166.

4. Matthieu Auzanneau, *Or noir La grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte, 2015 p. 216.

agression directe ou indirecte menace la paix ». Le sort en était jeté. La Chambre, démocrates et républicains confondus, se leva pour l'ovationner. Fut-ce le discours le plus controversé qu'ait tenu un président au xx^e siècle, en tout cas l'un des plus décisifs après ceux de Wilson et Roosevelt, ses deux prédécesseurs démocrates, écrit le *Washington Post*. Pourtant Walter Lippmann, le vétéran des commentateurs américains critiqua Truman d'avoir ignoré les Nations-Unies, et pour l'assistance sans contrepartie accordée par les États-Unis, Lippmann mit également en cause le bien-fondé d'une aide américaine octroyée à un gouvernement inepte, corrompu et réactionnaire (un cri d'alarme qui résonnera tant de fois tout au long des décennies jusqu'au retrait peu glorieux des États-Unis d'Afghanistan en août 2021). Mais y avait-il d'autres choix, à cette heure et en ce lieu ? C'est le mélange des genres du discours de Truman qui inquiéta ; l'octroi d'une aide à la Grèce, devait être séparé de l'adresse martiale à l'URSS.

La création d'Israël, 1948, résultat d'une rare et éphémère convergence soviéto-américaine

Le gouvernement travailliste, dont l'Agence juive avait cru qu'il soutiendrait ses revendications, s'en tenait toujours à la ligne interdisant l'immigration juive en Palestine, mais ne put résister à l'attitude du président Truman qui s'y était déclaré favorable. C'est pourquoi Ernest Bevin annonça, le 13 novembre 1945, qu'il confierait une part de responsabilité aux États-Unis (où la communauté juive était nombreuse et active) dans le problème palestinien et qu'une commission d'enquête anglo-américaine allait procéder à un examen des options et avancer des propositions. Celle-ci remit son rapport le 20 avril 1946, qui suggérait une solution binationale : Juifs et Arabes jouiraient d'une représentation égale, non proportionnelle à leur nombre, de manière à mettre fin à leur lutte pour le pouvoir, le privant d'objet. L'engagement du président Truman fut décisif, car le Département d'État et celui de la Défense proposèrent de remplacer le plan de partage par une tutelle américano-anglo-française. La diplomatie, en particulier américaine, intervient. Aussitôt la chasse aux voix est ouverte au sein des Nations Unies et le 26 novembre, lorsque s'ouvre le débat en plénière, il manque deux voix. Des pressions sont exercées sur le Libéria, le patron des pneumatiques Firestone, propriétaire de plantations d'hévéas est sommé de retourner le vote de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest. Un prêt de 5 millions de dollars ramène Haïti dans le camp des « oui ». Les Philippines sont forcées de changer de position avant le vote. Le Chili du général Videla, sous la pression de la forte colonie arabe de Santiago passe du « oui » à l'abstention. Le secrétaire de la Défense des États-Unis, James Forrestal, écrit à l'époque dans son

journal personnel que « Les moyens de coercition exercés sur ces pays confinaient au scandale ». Les États-Unis firent aussi pression sur la France pour qu'elle votât en faveur du plan.

L'URSS a appuyé la création d'Israël, car elle « entrevoit une possibilité de pénétrer au Proche-Orient par la Palestine, à condition d'en chasser d'abord les Anglais ». *L'objectif*⁵ est donc double : affaiblir les Britanniques dans la région, et essayer de faire basculer Israël dans le camp soviétique, en profitant de la domination de la gauche sur le mouvement sioniste et de son alliance avec un parti « farouchement stalinien. De son côté, si le mouvement sioniste se réjouit du soutien inattendu des Soviétiques, historiquement très antisionistes, David Ben Gourion n'envisage nullement une alliance préférentielle avec Moscou. Il déclare à l'ambassadeur américain James Grover McDonald : « Israël salue le soutien russe aux Nations-Unies, mais ne tolérera pas de domination russe. Non seulement Israël est occidental dans son orientation, mais notre peuple est démocrate et réalise qu'il ne peut devenir fort et rester libre qu'à travers la coopération avec les États-Unis. Seul l'Occident lui-même, en humiliant Israël et en l'abandonnant aux Nations-Unies et ailleurs, pourrait s'aliéner notre peuple ».

Le soutien de l'URSS à Israël s'est traduit par l'envoi d'armes allemandes prises durant la guerre. Israël a ainsi obtenu des fusils, des mortiers, et même plusieurs avions de combat Messerschmitt de Tchécoslovaquie. Cela n'a toutefois pas été la seule source d'armes de l'État juif. En réalité, il en recevait du monde entier et par tous les moyens, mais l'URSS a définitivement joué un rôle majeur dans la victoire israélienne de 1949. Le soutien de Staline à Israël n'a cependant pas duré longtemps. Comme Julius Kocherovski, un historien israélien d'origine russe, l'a précisé dans son ouvrage sur le mouvement sioniste en URSS, les relations bilatérales se sont détériorées après que Golda Meir, l'envoyée d'Israël en Russie⁶, eut soulevé la question de l'émigration des Juifs soviétiques dans son pays. La réponse a alors été on ne peut plus claire : « Non ». La position des autorités soviétiques était en effet très explicite : tous les Juifs d'URSS, à l'image de toute la population soviétique d'ailleurs, étaient extrêmement heureux ici et n'avaient pas besoin d'une quelconque Terre promise. En 1952, 13 membres du Comité antifasciste juif d'URSS ont été arrêtés et exécutés sur décision des autorités soviétiques. Aussi,

5. Avi Shlaïm, "Israël, the great power and the Middle East crisis of 1958", *Journal of Imperial and Commonwealth History*, 12/2, may 1999.

6. Elle consacre un long chapitre de ses Mémoires à son séjour dans la capitale de l'Union Soviétique, *My Life, A Dell Book*, 1975, p. 235-271.

à partir du début des années 1950 et jusqu'à la fin de la guerre froide, l'URSS a apporté son soutien constant aux Arabes dans leur conflit avec Israël. Le moment de la convergence soviéto-américaine pour soutenir la création d'Israël était passé.

La crise de Suez, 1956 : les deux Grands fustigent l'Europe

Washington perçut la crise de Suez sous le seul angle du droit et de la morale et non d'un point de vue géopolitique, juge Henry Kissinger, non sans sévérité – « les États-Unis refusèrent de voir qu'une victoire sans condition de Nasser représentait aussi la victoire d'une ligne extrémiste favorisée par les armes soviétiques et alimentée par les menaces de l'autre superpuissance ».⁷ Anouar el-Sadate, résuma la situation, le 19 novembre : « Il y a seulement deux grandes puissances dans le monde aujourd'hui, les États-Unis et l'Union soviétique ». L'ultimatum a mis la France et la Grande-Bretagne à leur juste place, celle de puissances ni grandes ni fortes. Le 9 novembre 1956 un article du *Populaire* exprima un sentiment général : « *Il ne fait aucun doute que le gouvernement français prendra d'ici peu la décision de fabriquer des armes atomiques... La menace soviétique d'employer des fusées a dissipé toutes les fictions et illusions* », un exemple qui ne restera pas isolé, jusqu'au cas de la Corée du Nord...

La guerre des Six Jours, 1967 : victoire américaine et réaction soviétique

L'URSS rompt ses relations diplomatiques avec Israël, suivie au cours des jours suivants par la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, et la Yougoslavie.

C'est de cette époque que date le retour de la flotte soviétique en Méditerranée, qu'elle avait abandonnée. En 1961, l'amiral Gortchkov s'était rendu en Égypte pour essayer d'obtenir du Raïs des facilités, de remplacement après la perte de la base de Valona en Albanie, mais sa requête n'avait pas abouti, ce qui aurait porté un préjudice fatal au *leadership* égyptien au sein du mouvement des non-alignés en formation. Mais pendant la guerre des Six Jours le détachement de la flotte de la mer Noire en Méditerranée passe d'un coup à 70 navires et manifeste de façon tangible le soutien aux pays arabes. L'Égypte accorde enfin ce qu'elle avait refusé, des facilités navales et aériennes, mais pas de bases permanentes. Le détachement devient l'*Eskadra*, d'une force variante entre 43 et 61 navires, dont une douzaine de sous-marins et 11 à 15 grandes unités de combat de surface.

7. *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1994 (1996) p. 489.

La guerre d'octobre 1973 : Washington tire la couverture à lui, en dépit de l'accord du 22 juin 1973

Il convient de citer en entier « l'accord sur la prévention de la guerre nucléaire » du 22 juin 1973 des deux puissances visant à empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire, non seulement entre elles-mêmes, mais encore entre l'une d'elle et des pays tiers.⁸

L'URSS et les États-Unis se concerteront d'urgence pour prévenir tout risque de ce genre ce qui fit dire à Michel Jobert, qu'il s'agissait d'un « condominium soviéto-américain » sur les affaires du monde. Selon Henry Kissinger, qui va remplacer William Rogers en septembre 1973 comme secrétaire d'État, c'est là un bouleversement total des méthodes diplomatiques. Les deux hommes s'engagent à hâter le processus de nouvelles négociations dites SALT II. Ce fut certainement à ce moment que les relations entre les deux superpuissances atteignirent le pic de leurs relations mutuelles, un niveau qu'elles ne retrouveront pas avant le Sommet Bush-Gorbatchev de Malte en décembre 1989. Le dernier jour du Sommet, le 24 juin 1973, les deux superpuissances ont déclaré que leur travail était un « jalon pour l'après-guerre ». Leonid Brejnev devint le premier dirigeant russe à apparaître à la télévision aux États-Unis, s'adressant directement à la population pendant 47 minutes. Il s'est excusé à l'occasion des dispositifs de haute sécurité qui l'entouraient et a promis qu'à l'avenir il rencontrerait des citoyens américains et verrait plus du pays. Il a mentionné son désir de visiter New York, Chicago, Detroit et

8. « Article I : Les États-Unis et l'Union soviétique conviennent que l'objectif de leur politique est d'éliminer le danger d'une guerre nucléaire et de l'emploi d'armes nucléaires. En conséquence, les parties conviennent qu'elles agiront de manière à empêcher le développement de situations susceptibles de provoquer une exacerbation dangereuse de leurs relations, à éviter des affrontements militaires et à exclure le déclenchement d'une guerre nucléaire entre elles et entre l'une ou l'autre des Parties et d'autres pays.

Article II Les parties conviennent, conformément à l'article I de réaliser l'objectif énoncé dans cet article, de partir du principe que chaque partie s'abstiendra de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'autre partie, contre les alliés de l'autre partie et contre d'autres pays, dans des circonstances qui peuvent mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Les parties conviennent qu'elles seront guidées par ces considérations dans la formulation de leur politique étrangère et dans leurs actions dans le domaine des relations internationales.

Article III Les parties s'engagent à développer leurs relations entre elles et avec les autres pays d'une manière compatible avec les objectifs du présent accord.

Article IV Si à tout moment les relations entre les Parties ou entre l'une ou l'autre Partie et d'autres pays semblent impliquer le risque d'un conflit nucléaire, ou si les relations entre des pays non parties au présent Accord semblent impliquer le risque d'une guerre nucléaire entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques ou entre l'une ou l'autre partie et d'autres pays, les États-Unis et l'Union soviétique, agissant conformément à l'esprit de cet accord ».

Los Angeles afin de voir de première main les projets industriels et les fermes et de rencontrer des travailleurs américains.

L'utilisation victorieuse, au moins à terme, de l'arme du pétrole par les pays arabes ouvrit une nouvelle période. Pour la première fois depuis 1945, ce n'est pas un affrontement entre les deux Grands, ou entre l'URSS et la Chine, comme en 1969, qui ouvrit une nouvelle étape dans l'édification d'un ordre mondial, plus ouvert, multilatéral, mais aussi plus hétérogène et déséquilibré. Certes les événements de l'automne et de l'hiver 1973 avaient plus servi de catalyseur que de cause première au changement, comme souvent Lorsqu'il s'agit des tournants majeurs de l'histoire. Depuis des années l'ordre de l'après-guerre avait été maintenu plus par la force d'inertie que par la vigueur d'un nouveau consensus, la force de nouvelles structures, la stabilité de nouveaux alignements. Le monde entraît désormais dans une période intérimaire dont l'issue était encore vague. Déchirés entre les certitudes d'un passé familial et les craintes d'un futur incertain, les différents acteurs de la vie internationale cherchèrent avant tout à tirer leur épingle du jeu. La coopération internationale tout entière en souffrit.

Les deux Grands se portèrent alors au secours de leurs alliés : le pont aérien soviétique avait commencé le 9 octobre suivi de la livraison d'armes par mer. Les Américains débutèrent également le leur, fournissant surtout en matériel électronique de contre-mesures permettant à l'aviation israélienne d'échapper aux tirs des missiles antiaériens égyptiens. Les Israéliens utilisèrent leurs propres avions pour transporter les livraisons américaines ; ceux-ci se révélant insuffisants, l'US Air Force entra en action à partir du 12, portant l'engagement américain en faveur d'Israël à un niveau sans précédent. Mais les membres européens de l'OTAN ne permirent pas que l'US Air Force utilisât les bases aériennes, établies sur leur sol, aussi le ravitaillement américain parvint à Israël via les Açores.

Dans sa conférence de presse du 25 octobre, H. Kissinger déclara que les États-Unis ne furent avertis que quelques heures avant le déclenchement de l'attaque. Lorsque l'URSS se rendit compte qu'une attaque égyptienne était imminente, le 3 ou 4 octobre, elle rapatria immédiatement ses citoyens (700 à 800 personnes) encore présents en Égypte.

Ceux-ci ne débutèrent leur pont aérien à destination d'Israël que le 12 octobre. Dans son discours à la Conférence *Pacem in Terris* du 8 octobre, Henry Kissinger lança un premier avertissement à l'URSS. « Nous réagirons si la détente est utilisée comme couverture pour exacerber les conflits sur les lieux internationaux agités. L'URSS

ne peut méconnaître les principes de la détente dans aucune partie du monde sans mettre en péril l'ensemble de ses relations avec les États-Unis ». Il ajouta « Nous nous opposerons à la tentative de n'importe quelle puissance de parvenir à une situation de domination soit globale soit régionale », c'était le premier accroc dans la détente.

Mais l'URSS continua d'aider ses amis arabes. Lorsqu'elle changea d'attitude, ce fut lorsque la situation se renversa sur le terrain au profit d'Israël (10 octobre sur le Golan, 15 octobre sur le canal de Suez). Le 16 octobre, Alexis Kossyguine s'envola au Caire pour convaincre Sadate des mérites d'un cessez-le-feu. Celui-ci prononça le jour même un discours dans lequel il menaçait Israël d'une longue guerre qu'il ne pourrait pas soutenir. Mais du fait de la détérioration progressive de la situation égyptienne, lorsqu'il retourna à Moscou le 19 octobre, Kossyguine emportait certainement avec lui l'accord de Anouar Sadate pour un cessez-le-feu. Les États-Unis ne voulaient pas, comme les Soviétiques, d'une défaite catastrophique pour les Arabes car ceci pouvait conduire l'URSS à leur venir en aide. Ils ne désiraient pas mettre en péril le processus de détente. Une action commune des deux grands s'avéra indispensable. Les dirigeants soviétiques invitèrent H. Kissinger à se rendre à Moscou le 20 octobre. Le 21, les deux gouvernements décidèrent de patronner conjointement une résolution du Conseil de Sécurité demandant un cessez-le-feu immédiat, la mise en application de la résolution 242 et des négociations pour un règlement de paix « sous des auspices appropriés ». Lors de ces entretiens de Moscou, les dirigeants soviétiques demandèrent l'envoi d'une force américano-soviétique au Proche-Orient ce que les États-Unis rejetèrent. Henry Kissinger se rendit en Israël pour expliquer les termes de la résolution soviéto-américaine qui fut adoptée par le Conseil de Sécurité le 22 octobre avec entrée en application le soir même. Le texte de cette résolution (338) comprend trois articles. Le premier, demande à toutes les parties de mettre fin immédiatement à toutes activités militaires... et ceci sur les positions qu'elles occupent présentement. L'article 2 demande aux parties intéressées de commencer immédiatement après le cessez-le-feu à appliquer la résolution 242 dans toutes ses dispositions. L'article 3 décide que, immédiatement et concurremment avec le cessez-le-feu, des négociations s'engagent entre les parties intéressées sous les auspices appropriés. L'article 2 répond au souci des Soviétiques de donner satisfaction aux Arabes qui réclament l'évacuation de tous les territoires occupés. L'article 3 est destiné à donner satisfaction à Israël qui a toujours demandé des négociations. L'expression « sous des auspices appropriés » comportait des ambiguïtés. Pour les États-Unis et l'URSS, il ne pouvait s'agir que d'elles-mêmes alors que pour la France et la Grande-Bretagne, il devait être question des organes de l'ONU et principalement du Conseil de Sécurité. La manière dont les États-Unis

et l'URSS mirent le Conseil de Sécurité devant le fait accompli a choqué la plupart de ses membres, les non-alignés et la Chine. Pourtant, seule la Chine a protesté et a refusé de participer au vote. Mais ce premier cessez-le-feu ne dura pas longtemps permettant à Israël d'accroître son avantage sur la rive ouest du canal de Suez. L'URSS réagit en proposant une autre résolution demandant le retrait des forces sur les positions occupées le 22 octobre et l'envoi d'observateurs des Nations-Unies pour surveiller la trêve. Après l'avoir amendée quelque peu, les États-Unis l'acceptèrent et le Conseil de Sécurité l'entérina à nouveau le 23 octobre (résolution 339).

Une crise soudaine et inattendue survint alors entre les États-Unis et l'URSS. Le 24 octobre, l'Égypte demanda la convocation du Conseil de Sécurité et l'envoi d'une force américano-soviétique au Proche-Orient pour contraindre Israël à se retirer sur ses positions du 22 octobre. On ne sut pas si Sadate avait consulté sur ce point l'URSS, mais ceci parut à cette dernière comme l'occasion de reprendre pied dans la région. Dans une note adressée à Richard Nixon, Leonid Brejnev le presse d'accepter la proposition égyptienne sinon l'URSS, elle, l'accepterait de manière unilatérale. Croyant une action soviétique imminente, les États-Unis répondirent immédiatement en mettant en état d'alerte au niveau trois l'ensemble de leurs forces aux premières heures du 25 octobre (les États-Unis ont 5 niveaux, la Russie 4), Provoquant aux dires de Nixon la plus grave crise Est-Ouest depuis celle de Cuba en 1962. L'URSS se rangea aux vues américaines et accepta finalement les termes d'une nouvelle résolution 340. Celle-ci exigea un cessez-le-feu immédiat et complet et demanda que les parties reviennent sur leurs positions du 22 octobre. Elle créa une force d'urgence des Nations-Unies composée de personnel provenant d'États autres que les membres permanents du Conseil de Sécurité. Ceux-ci prièrent enfin les États membres à coopérer à l'application des précédentes résolutions 338 et 339.

Cette mini crise retomba pourtant bien vite et le Conseil de sécurité adopta une nouvelle résolution (340), priant les États à coopérer et appliquer ses précédentes résolutions 338, et 339. Le 27 octobre, les Casques bleus de la FUNU (Force d'Urgence des Nations-Unies) prennent position dans une zone tampon entre les deux armées. Pour l'Égypte, le défi avait été relevé et l'honneur sali en 1967, lavé. Comme l'a déclaré Gamal Hamdan, célèbre intellectuel égyptien : « Nous croyons que la traversée du canal de Suez dans son essence est la traversée de la Méditerranée et que l'avancée vers l'est dans le Sināï est, quant au fond, une avance vers le Nord en direction de l'Europe ». C'était bien l'avis de Kissinger, qui considérait que la destruction d'une armée égyptienne après le cessez-le-feu n'aurait pas servi les intérêts à long terme d'Israël. « Exaspérés d'avoir été pris par surprise, désespérés par

l'ampleur des pertes, profondément méfiants envers Sadate, les dirigeants israéliens voulaient achever la guerre par la destruction du Raïs... Nos échanges avec Le Caire nous avaient convaincus qu'Anouar el-Sadate représentait la meilleure chance de paix au Proche-Orient »⁹.

Moscou, tiraillée entre son soutien aux pays arabes et son souci de maintenir l'esprit de la détente, alors que son prestige et sa crédibilité étaient en jeu, se trouvait dans une position inconfortable. Ses alliés arabes trouvèrent en définitive son aide insuffisante et les États-Unis, voyant que son influence s'était réduite dans la région, saisirent immédiatement l'occasion pour prendre seuls les commandes en vue de les évincer à terme de cette région stratégique. Ce malentendu devait peser durablement sur les relations entre les deux Grands jusqu'à la fin de la décennie 1980. De fait, il contrevenait sinon à la lettre, mais du moins à l'esprit de leur accord du 22 juin, qui reposait sur une étroite coopération des deux signataires en cas de crise majeure, ce qui était bien le cas. L'Égypte dûment avertie s'empressa de rétablir ses relations diplomatiques avec les États-Unis en 1974. Plus tard, elle rompit le traité d'Alliance avec l'URSS en 1976, signa les accords de Camp David avec Israël en 1978 par lesquels les Israéliens évacuaient le Sinaï, en échange de la reconnaissance par l'Égypte de l'État d'Israël. Sadate avait confié un jour à Jean de Lipkowski, Ministre adjoint des Affaires étrangères : « *La plus grande erreur de Nasser a été de prendre les Égyptiens pour des Arabes : ce sont des Égyptiens* ».

La révolution iranienne, 1979 : défaite américaine, dépit soviétique

La fin des années 1970 fut donc placée sous le signe de l'islam, et ce ne fut pas seulement un choc ou un revers pour l'Occident, en premier lieu pour les États-Unis, car l'islam s'opposait à tout ce qui n'était pas lui-même, à tout représentant d'un modèle jugé matérialiste, libéral ou athée. C'est ainsi que le réveil de l'islam mettait l'Union soviétique, qui partageait près de 2500 km de frontières communes avec l'islam, à l'épicentre de cette nouvelle confrontation, qui ne se substituait pas à l'affrontement Est-Ouest ou la confrontation Nord-Sud, mais s'y superposait, en amplifiant certains angles et en ajoutaient bien des nouveaux, effaçant la traditionnelle séparation entre politique extérieure et politique intérieure. Formidable défi pour l'URSS (peuplée de 50 millions de musulmans), qui au cours des vingt dernières années avait mis en avant ses communautés musulmanes comme lien avec les pays musulmans pour mieux les circonvenir ou les enrôler. En essayant de démontrer qu'islam et communisme étaient compatibles, n'a-t-elle pas, en définitive,

9. Henry Kissinger, *Sortie de crise. Kippour 1973, Vietnam 1975*, Paris, Fayard, 2003, p. 367-368.

légitimé en partie les courants de l'islam politique. Mais ce faisant, elle a suscité une réaction en chaîne qu'elle n'avait manifestement pas désiré. Car l'apparition de la République islamique d'Iran pouvait être porteur d'une menace potentielle sur ses seuils d'Asie centrale et du Caucase. Khomeiny dans son appel à la révolution islamique, dans sa volonté de mobiliser les opprimés n'allait-il pas encourager le nationalisme des républiques périphériques de l'URSS, voire les inciter à faire sécession afin de constituer un nouvel ensemble musulman dans le cœur de l'Eurasie à équidistance des impérialistes occidentaux et des marxistes athées blancs ? Pour la première fois depuis deux décennies, observait Hélène Carrère d'Encausse, l'Union soviétique n'était pas automatiquement du côté des peuples musulmans.

L'intervention de l'URSS en Afghanistan 1979 : le Vietnam de l'URSS

Le titre de l'entretien de Brzezinski au *Nouvel Observateur* porte en effet le titre « Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes... » laissant entendre qu'il s'agissait d'une citation de Brzezinski ; or, telle n'est pas l'exacte vérité, car cela impliquerait que les États-Unis avaient sciemment voulu attirer l'URSS en Afghanistan en s'y impliquant directement ; Brzezinski, explique son biographe Justin Vaïsse, n'a pas cherché à attirer les Soviétiques dans un piège, avec l'idée sous-jacente que l'Afghanistan creuserait la tombe de l'URSS, mais a simplement voulu créer des difficultés et accentuer le dilemme auquel ils devaient faire face¹⁰.

« On ne les a pas vraiment attirés dans un piège, explique-t-il, mais on savait ce qu'ils faisaient et ils savaient ce que nous faisons. Et ce que nous savions c'est qu'ils injectaient les forces militaires en Afghanistan dès l'été et nous savions aussi que les moudjahidines résistaient. Alors nous leur avons envoyé de l'argent environ six mois avant l'invasion. Quand on a commencé à leur donner de l'argent, j'ai dit à Carter que je pensais que les Soviétiques interviendraient et qu'ils utiliseraient probablement cela en partie comme excuse, mais qu'ils interviendraient de toute façon parce qu'ils voulaient changer le régime de Taraki puis d'Amin. Donc on ne les a pas attirés, mais nous étions bien conscients de ce que nous faisons, à savoir les forcer à des accrochages préliminaires avant même leur décision d'intervention ouverte. »

Il n'est guère crédible que Brezinski ait pu s'attribuer le mérite de la chute de l'URSS, et, de fait, dans un mémorandum du 26 décembre 1979, il avait émis des doutes sur la possibilité que l'Afghanistan devienne le Vietnam des Soviétiques.

10. Justin Vaïsse, *Zbigniew Brzezinski. Stratège de l'empire*, Paris, Odile Jacob, 2015, p. 268.

La Guerre du Golfe 1990 : large victoire et naissance de l'hubris américain

Si l'armée irakienne, considérée comme la quatrième du monde, ressemblait à une armée du Pacte de Varsovie, instruite et équipée par l'URSS, et le champ de bataille du désert aux vastes plaines de l'Europe centrale, l'offensive fut cependant l'une des plus courtes de l'histoire (43 jours de guerre dont 15 de guerre aérienne et 4 seulement de guerre aéroterrestre) ; le rouleau compresseur de la plus formidable machine de guerre réunie depuis la Deuxième Guerre mondiale a en quelques jours et avec des pertes extraordinairement faibles (68 morts au combat, 56 disparus, 13 prisonniers), écrasé une armée qualifiée abusivement de « quatrième armée au monde ». Suivant les premiers bilans, les Irakiens auraient perdu 3008 chars sur les 4230 déployés, 1856 véhicules blindés sur 2870 et 2140 pièces d'artillerie sur 3110, soit les deux tiers de leur équipement lourd, 40 divisions sur 42 auraient été mises hors de combat et plus de 50 000 hommes faits prisonniers.

L'affaire irakienne, inattendue, resserra les rangs des Occidentaux. Le 8 août 1990, six jours après l'invasion du Koweït par les armées de Saddam Hussein, George Bush, expliqua que l'envoi des forces américaines dans le Golfe annonçait une « nouvelle ère... de liberté et de paix pour tous les peuples ».

Après la guerre du Golfe à laquelle Gorbatchev ne s'était nullement opposé, les États-Unis eurent à gérer cette délicate période de transition jusqu'à la fin de l'URSS. Si George Bush apporta son soutien au chef soviétique, c'est bien pour empêcher un effondrement trop rapide du pouvoir central. La tâche s'avérait immense : aider à l'intégration de l'URSS dans le monde moderne et démocratique, c'est-à-dire contribuer à la réconciliation de l'URSS avec les règles de l'économie de marché et le fonctionnement de la démocratie. Ce fut l'objectif de la proposition de Washington, le 18 juin 1991, d'une « Communauté euro-atlantique de Vancouver à Vladivostok », avancée par le secrétaire d'État James Baker. Quant à Helmut Kohl, il déclare à Berlin, le 4 octobre 1991 : « Nous sommes unanimes, le président Gorbatchev et moi-même, à reconnaître que les Allemands et les peuples de l'Union soviétique doivent maintenant mettre un point final aux chapitres douloureux de l'histoire et renouer avec leurs bonnes traditions »¹¹.

11. *L'unité allemande, une documentation*, Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, avril 1991 p. 188.

La seconde guerre du Golfe, 2003

On peut évoquer brièvement le fait que cette grave entorse au droit international et à la morale internationale, qui a été critiquée, notamment par la France, l'Allemagne et la Russie, ainsi que bien d'autres pays attachés à l'éthique internationale, marque bien une étape dans la distanciation qui est allée croissante entre Moscou et Washington, pour aboutir, on le sait à la situation actuelle. ■